



Baromètre Unsa-éducation : un signal négatif envoyé à Blanquer



Le mécontentement persiste chez les enseignants et personnels de l'éducation. Selon les résultats du sixième «baromètre» Unsa, dévoilés ce mardi, ces derniers «marquent leur désaccord avec la politique en cours», comme le note Frédéric Marchand, secrétaire général du syndicat Unsa-Education. Effectivement, seules 20,8% des personnes interrogées assurent être en accord avec les choix politiques faits concernant l'éducation. Selon ces mêmes données, le fossé n'avait (déjà) cessé de se creuser entre les personnels et le gouvernement de François Hollande.

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron, une baisse de trois points a encore été enregistrée. «Un autre élément important à soulever est le résultat de notre question d'actualité ciblée sur "l'école de la confiance", que prône le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, précise Frédéric Marchand. Seulement 28,9 % des personnes interrogées estiment que ses déclarations et actions vont dans ce sens.»

Mal-être

Le baromètre de l'Unsa est un indicateur annuel assez précis des ressentis de professeurs et de personnels de l'éducation vis-à-vis de leur métier, de leurs conditions de travail ou encore de l'évolution de leur profession. Cette année, le syndicat a comptabilisé 33 610 réponses, soit 2 641 de plus qu'en 2017. Parmi elles, 55,8% viennent d'enseignants et 42,6% d'adhérents ou de sympathisants de l'Unsa. Chaque participant a dû répondre, entre le 15 janvier et le 15 février 2018, à une série de 25 questions, comprenant quinze interrogations régulières d'une année sur l'autre et dix nouvelles, adaptées à l'actualité.

Cette enquête fournit à Jean-Michel Blanquer un premier indicatif, de fait plutôt négatif, de l'état d'esprit de la communauté éducative depuis son entrée en fonction. «Ce fort mécontentement n'est pas nouveau, mais il s'est accru. Et contrairement à ce qu'affirme le ministre, ce n'est pas en train d'aller positivement», explique Frédéric Marchand. Sur RTL, lundi, le ministre a en effet estimé qu'il y a «un allant des professeurs pour les réformes». Ainsi, si 95% aiment toujours leur métier et 80,9% sont heureux de l'exercer, le malaise, souligné par l'enquête de 2017, est toujours de rigueur. A l'origine de ce mal-être d'abord, la baisse du pouvoir d'achat, mais aussi les perspectives incertaines de carrière et «la mesure vécue comme injuste» du retour du jour de carence en cas d'arrêt maladie (largement citée comme un point négatif dans les questions ouvertes). «Les collègues sont toujours près d'1 sur 5 à envisager de changer de métier et de se

tourner vers le secteur privé. Toujours plus d'une personne sur deux trouvent que leurs conditions de travail ne sont pas satisfaisantes», ajoute le responsable syndical. Quant à la rémunération, seuls 17,2% des répondants estiment qu'elle est à la hauteur de leur qualification.

«Désabusés»

Etonnamment, ce mécontentement ne s'est pas ou peu traduit par des mobilisations et grèves. «Les collègues sont désabusés et n'ont pas envie de faire grève, de crainte de perdre une journée de salaire pour rien. Ils peuvent avoir cette impression parce qu'un certain nombre de mobilisations n'ont pas abouti», souligne Frédéric Marchand. Il poursuit : «Ils sont prêts à défendre ce qu'ils font, mais on voit aussi qu'ils sont prêts à s'adapter. Ils ne sont pas dans l'immobilisme.» Selon le Baromètre, 75,3% se disent favorables à des évolutions dans la gestion de leur carrière, mais dans le cadre du statut de la fonction publique.

Reste à savoir si la grève dans la fonction publique prévue ce jeudi pour protester contre le gel du point d'indice des fonctionnaires, la restauration du jour de carence et les suppressions de postes prévues, mobilisera, elle, la communauté éducative. L'Unsa ne figure pas parmi les sept syndicats appelant à la mobilisation. «La grève, pour nous, n'est pas quelque chose de dépassé, mais les conditions ne sont pas réunies pour réussir une mobilisation suffisamment forte», juge Frédéric Marchand, arguant que le rendez-vous a des airs «un peu fourre-tout». Aux côtés des fonctionnaires, les syndicats lycéens et étudiants seront aussi présents pour porter la voix contre les réformes du bac et de l'université, tout comme les cheminots et les transporteurs aériens.
Marlène Thomas